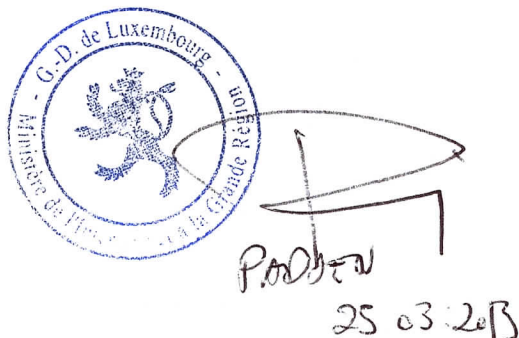


Villa Decker, Millewee
Dessin : J.P. Beffort

Interesseveräin Gaasperech a.s.b.l. - IVG
Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich - SILGP
Fondé en 1932 – association sans but lucratif
www.gaasperech.lu



80 Joer IVG



Luxembourg, le 24 mars 2013

Monsieur le Ministre
de l'Intérieur et à la Grande Région

L-2933 Luxembourg

Concerne :

Opposition formelle contre la décision du Conseil Communal prise en date du 04 mars 2013 et portant approbation définitive d'une modification ponctuelle de la partie graphique du PAG de la Ville pour un ensemble de terrains sis aux abords de la rue d'Alsace (« Fixerstuff ») – référence no. 82/2012.

Monsieur le Ministre,

Dans sa séance du 04 mars 2013, le Conseil communal a approuvé définitivement une modification de la partie graphique du plan d'aménagement général pour un ensemble de terrains sis aux abords de la rue d'Alsace (« Fixerstuff »).

En référence à la délibération du Conseil communal affichée pendant 15 jours complets, à partir du 11 mars 2013 à la maison communale, nous avons l'honneur de vous exposer nos objections formelles quant au choix de ce site.

Nous nous sommes permis de faire une analyse du rapport du groupe de travail composé des représentants de la Ville de Luxembourg, du Ministère de la Santé et du Ministère des Travaux publics :

Les critères d'appréciation	
Points positifs pour le site « Bonnevoie	10
Points positifs pour le site « rue d'Alsace	8
Points négatifs pour le site « Bonnevoie	4
Points négatifs pour le site « rue d'Alsace	7

Détails des différentes positions de l'analyse :

Points positifs	
Site Bonnevoie	Site rue d'Alsace
Disponibilité immédiate	
Proximité de la population cible (480 m de la Gare) – accès garanti pour bénéficiaires	Proximité de la population cible (à 500 m de la Gare) accès garanti pour bénéficiaires
Pas d'incompatibilité avec PAG actuel de la VdL (zone mixte 5)	
Terrain situé dans quartier/environnement existant (favorise intégration sociale et évite effet de ghettoïsation)	
Surface du terrain d'implantation suffisante pour programme de construction	Surface du terrain d'implantation suffisante pour programme de construction
Projet permettant des fonctionnements et gestion quotidiens rationnels	Possibilité de réalisation d'un projet aux fonctionnements et gestion quotidiens rationnels
Pas d'impossibilités technique et constructive	Pas d'impossibilités technique et constructive
Pas d'impact négatif additionnel sur la qualité de vie du quartier environnant vu l'implantation de la structure en périphérie de Bonnevoie, amélioration attendue en ce qui concerne les toxicomanes dans l'espace public notamment par la création d'un espace sécurisé derrière le bâtiment	Qualité de vie du quartier environnant non entravée par structure d'accueil
	Pas de maisons d'habitation à proximité immédiate
Absence de nuisances extérieures non acceptables	Absence de nuisances extérieures non acceptables
Site contrôlable, possibilité de garantir sécurité pour personnel et clients	Site contrôlable, possibilité de garantir sécurité pour personnel et clients
Soit au total 10 points positifs pour Bonnevoie	Soit au total 8 points positifs pour la rue d'Alsace

Points négatifs	
Site Bonnevoie	Site rue d'Alsace
Incompatibilité du site avec le réaménagement urbanistique à long terme projeté par la VdL (réalisation d'une dalle de couverture sur voies ferrées et aménagement d'un parc public/concours int. 10/2005 et plan directeur 2007) La réalisation de ce réaménagement est cependant prévue par phases successives et le terrain en question ne sera concerné que lors des phases finales ; le cas échéant une solution de rechange devra alors être trouvée. Ceci n'empêche pas la délivrance d'une autorisation de bâtir par la VdL	Incompatibilité avec PAG de la VdL (terrain à étude/ensemble à restructurer) et avec le réaménagement urbanistique projeté par la VdL qui prévoit la réalisation d'une dalle de couverture sur les voies ferrées et l'aménagement d'un parc public (concours int. 10/2005 et plan directeur 2007) ; une autorisation de bâtir provisoire, limitée dans le temps serait cependant possible. Une solution de rechange devra cependant être trouvée à moyen terme.
Quelques maisons d'habitation à proximité immédiate	
Terrain situé en bordure du quartier de Bonnevoie, à l'intersection de deux axes à forte circulation à savoir la route de Thionville et la Rocade de Bonnevoie (dangers pour usagers et trafic routier).	Proximité immédiate des voies ferrées : dangers pour les usagers et le trafic ferroviaire
Proximité relative de la scène des sans abris du Foyer Ulysse	Proximité immédiate de la scène de prostitution de rue
	Terrains situés hors quartier ou environnement urbain (favorise exclusion sociale, risque de ghettoïsation)
	Présence soutenue des forces de l'ordre avec effet dissuasif sur les visiteurs potentiels du centre
	Détail de la mise à la disposition du terrain à discuter avec SNCFL
	Nécessité éventuelle de démolition préalable d'un bien existant
Soit au total 4 points négatifs pour Bonnevoie	Soit au total 7 points négatifs pour la rue d'Alsace

Parmi les points positifs pour le site « rue d'Alsace » il est mentionné dans ledit rapport :
 « **qualité de vie du quartier environnant non entravée par structure d'accueil** » et
 « **pas de maisons d'habitation à proximité immédiate** ».

Une première objection à cette affirmation est celle qu'au départ du site « rue d'Alsace » à 300 m dans la rue de la Déportation se trouve l'entrée du quartier de Gasperich, à savoir les premières maisons de la rue de la Déportation, le quartier « Sauerwiss » et deux crèches, dont une à savoir le « Foyer Siweschléifer » fonctionne avec une cinquantaine d'enfants.

Déjà maintenant les habitants de notre quartier sont confrontés aux rencontres désagréables et gênantes des toxicomanes et ceci même pendant les heures d'ouverture de l'actuelle Fixerstuff. Il est préférable d'éviter le passage pour piétons du Millewee vers le pont Albert Busser et l'escalier rue d'Alsace vers le pont. Les classes de l'école ne risquent même plus de faire une promenade à pied en direction de la Gare centrale. On peut observer le trafic de drogue près de l'asile pour animaux, près des écoles, dans différentes rues sans issus du quartier et même dans le cœur du quartier.

Un grand souci de nos habitants consiste dans la pensée que les lignes d'autobus seront prochainement fréquentées par les toxicomanes.

Le jardin anglais pose également un problème de sécurité.

Si on sait que la toxicomanie va souvent de pair avec la délinquance et la criminalité, une telle situation provoque des angoisses et des peurs auprès des personnes de tout âge et de tout sexe.

Force est de constater que l'augmentation des chiffres du recensement de la toxicomanie est flagrante. Il est évident qu'on ne peut pas résoudre le problème de la toxicomanie au niveau de la Ville de Luxembourg s'il n'est pas résolu au niveau national. En plus, une grande partie des bénéficiaires vient même des pays limitrophes.

Toutes ces considérations nous amènent à voir notre quartier de plus en plus dévalorisé.

Comme précisé dans les conclusions du rapport du groupe de travail MTP/MS/VdL, le site rue d'Alsace n'est pas libre de constructions et l'affirmation qu'il n'y aurait pas de maisons d'habitation à proximité immédiate n'est donc pas recevable. Des maisons et appartements sont également situés du côté de la rue de Hollerich.

La distance entre le projet « Fixerstuff » et le quartier de Gasperich est de loin moins grande que celle entre le quartier de Bonnevoie et l'actuel Tox-In.

D'après le rapport en question, les critères qui ont influencé le choix de ce nouveau site sont entre autres, l'acceptation du site par les populations concernées.

La motion votée à la Chambre des Députés en date du 10 octobre 2007 stipule entre autres ceci « à prendre en compte dans cette étude principalement l'impact d'une telle structure sur les conditions de vie de la population résidente. » À aucun moment, l'ITVG n'a été contacté pour donner son avis sur ce site. Quelles sont les populations concernées ?

Est-ce que les autorités étatiques et communales sont-ils vraiment d'avis que c'est un critère positif qu'un tel centre doit favoriser l'intégration sociale et éviter l'effet de ghettoïsation ?

Est-ce normal que la population doit accepter déjà aujourd'hui qu'autour du nouveau Tox-In route de Thionville les bénéficiaires se piquent et font sans gêne leurs besoins naturels derrière et le long des nouvelles infrastructures payées par les habitants de la VdL aux yeux du public. C'est une illusion de croire que toute la scène se déroulera dans l'enceinte du nouveau centre. Ces personnes chercheront inéluctablement refuge dans les lieux avoisinants, voire le quartier de Gasperich.

Est-ce que les autorités publics ne se rappellent plus de l'installation juste en face dans la rue de la Déportation d'une maison d'hébergement à caractère social destinée à héberger des jeunes de l'asbl « Jongenheem » ? Qu'elle sera l'influence sur ces jeunes gens ? Dans ce même contexte, rappelons la Maison des Jeunes à quelques pas de la rue d'Alsace dans le quartier Sauerwiss et les points de rencontre pour jeunes à la rue de Hollerich, où la délinquance a déjà laissée pas mal de traces les années précédentes.

Quelle est la garantie de sécurité pour les habitants de notre quartier ainsi que pour les employés des firmes avoisinantes ?

Garantir aux toxicomanes un milieu social est une chose, respecter la dignité des autres est autre chose !!!!

En outre l'IVG déplore qu'en ce moment les autorités ne parlent que des structures d'accueil pour toxicomanes mais que la création de structures post-thérapeutiques prévues dans l'accord de coalition gouvernemental semble être oubliée.

En définitive, nous ne pouvons accepter le reclassement de ces terrains pour le projet « Fixerstuff » sous aucun prétexte et ce d'autant plus que, bon gré, mal gré, nous avons déjà accepté, à proximité immédiate de notre quartier, tous les désagréments liés à la prostitution dont les mêmes autorités ont bien voulu nous gratifier. N'en déplaise à certains hommes politiques, nous refusons d'accepter que notre quartier devienne le dépotoir de la Ville de Luxembourg.

Nous ne pouvons accepter en aucun cas la remarque du conseil échevinal avancée lors de la réunion du 30 octobre 2012 par laquelle l'allusion a été faite que les différents critères d'appréciation avancés par le groupe de travail sont à évaluer différemment.

Ci-dessus nous avons repris dans les deux tableaux les différents critères juxtaposés et vous pouvez constater vous-mêmes que la différence entre les critères ont dévoilé surtout l'incompatibilité du PAG et le futur aménagement du projet « Gare Centrale ».

Nous nous demandons également pourquoi ce reclassement doit être fait contre vent et marée surtout avant la refonte du nouveau Plan d'Aménagement Général de la Ville de Luxembourg ?

Quant à la remarque citée dans l'extrait aux délibérations du 04 mars 2013 et formulée dans un courrier daté au 13 décembre 2012 de la Commission d'aménagement «....**qu'elle estime indispensable de créer des structures d'accueil pour personnes toxicodépendantes ; qu'elle a toutefois invité la Ville à compléter l'article F.1 de la partie écrite du PAG en y inscrivant, sous le point a), les structures d'accueil de ce genre, ceci afin d'exclure tout flou juridique** » nous devons constater une irrégularité dans le texte.

En effet, le registre aux délibérations stipule que le Conseil Communal

« décide de suivre la recommandation de la commission d'aménagement et de compléter le point a) de l'article F.1 de la partie écrite du plan d'aménagement général par un ajout pour inclure, dans l'énumération des édifices et installations d'intérêt public visés par cet article, les « structures d'accueil à caractère social »,

l'article F.1 de la partie écrite du PAG se libellant dès lors comme suit : ...

a) terrains réservés aux édifices et installations d'intérêt public avec leurs équipements et infrastructures nécessaires (bâtiments et administrations publics, établissements scolaires, églises, écoles, théâtres, halles polyvalentes, centres pour activités culturelles et sportives, structures d'accueil à caractère social, parkings publics et de quartier) représentés dans la partie graphique par la couleur bleu clair ; »

suite à la page 4 de l'extrait aux délibérations :

« retient que l'article F.1 du règlement sur les bâtisses se libellera dès lors comme suit :

F.1. Les terrains réservés

Certaines parties..... Ces parties sont appelées :

i) terrains réservés aux édifices et installations d'intérêt public avec leurs équipements et infrastructures nécessaires (bâtiments et administrations publics, établissements scolaires, églises, écoles, théâtres, halles polyvalentes, centres pour activités culturelles et sportives, structures d'accueil à caractère social, parkings publics et de quartier) ; »

l'IVG ne se contente pas avec la formulation proposée par la Ville, à savoir : « , structures d'accueil à caractère social... » une formulation qui est de plus en plus vague et qui ne saurait contenter sûrement pas la Commission qui demande l'énumération des structures de ce genre, à savoir « structure d'accueil pour personnes toxicodépendantes » et ceci pour éviter tout flou juridique.

Il faut relever que par le surcroît rapide des populations ciblées à court ou moyen terme, une conversion du foyer occupé actuellement par l'asbl Jongenheem, classé par le PAP comme « maison d'hébergement à caractère social » en une annexe de la « Fixerstuff » serait éventuellement probable, un fait qui est inacceptable pour les habitants du quartier.

Les autres points positifs pour la rue d'Alsace à savoir : pas de maisons d'habitation à proximité immédiate, qualité de vie du quartier environnant non entravée par la structure d'accueil sont des critères irréalistes et fautifs et donc loin de la vérité.

Nous nous demandons également pour qu'elle raison la présence soutenue des forces de l'ordre aurait-elle un effet dissuasif sur les visiteurs potentiels du centre s'ils n'ont rien à se reprocher ?

De notre part, nous ne pouvons constater qu'une fois de plus, les autorités étatiques et communales agissent avec deux poids et mesures !

Reste encore à rappeler que le groupe de travail a dû retenir dans sa conclusion **« qu'aucun des sites analysés ne peut être considéré comme parfait ; d'un autre côté, il y a cependant lieu de relever qu'aucun site alternatif réel au terrain de la rue du Dernier Sol n'a pu être identifié »**

Voilà la réponse : construction d'un site définitif sur le terrain rue du Dernier Sol !!!!

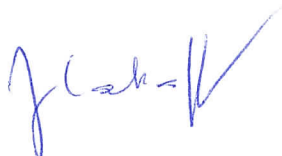
D'autant plus, pour résoudre le problème des terrains à mettre à la disposition pour la construction d'un tel centre, il serait logique d'utiliser le terrain sis au « Dernier Sol » qui est la propriété de l'Etat ce qui n'est pas le cas en ce qui concerne le terrain visé rue d'Alsace.

Nous demandons la construction du lycée technique pour professions de Santé soit sur un des terrains au Ban de Gasperich ou d'accepter l'offre de la société Paul Wurth citée lors de la réunion d'information du 30 octobre 2012.

Dans son rapport du 22 février 2013, réf. 82/2012/10, le Collège des bourgmestre et échevins précise dans le 2^e alinéa « qu'un résumé de la proposition de modification a été mis à la disposition du public sur le site électronique <http://pag.vdl.lu> ». C'est depuis des mois que nous avons essayé, également dans d'autres dossiers pour lesquels ce site nous a été communiqué, mais malheureusement la page était toujours introuvable (voir annexe).

Au vu de toutes ces considérations, nous vous prions de bien vouloir prendre en compte nos doléances lors de votre décision en vue d'une modification de la partie graphique du PAG en le reclassant comme « terrain réservé aux édifices et installations d'intérêt public avec leurs équipements et infrastructures nécessaires ».

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments très distingués.



Jacquie Lakaff
Secrétaire



François Dahm
Président

404



Désolé

la page que vous avez demandée est
introuvable.

Que voulez vous faire

[Retourner vers la page d'accueil ?](#)

[Effectuer une recherche ?](#)

Contactez le service Communication et relations publiques par email ou par téléphone
au 4796-5005.